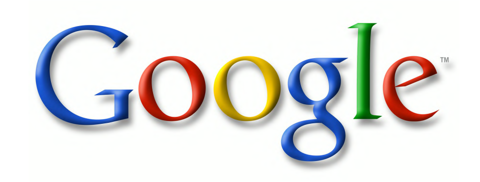


CAMILLE MARTINET

LE SOCIALISME EN DANEMARK

PRÉFACE DE

PIERRE BAUDIN
CONSEILLER MUNICIPAL DE PARIS

> L'industrialisme, cette manie de produire confusément, sans aucune méthode, sans aucune garantie pour le producteur ou le salarié de participer à l'accroissement des richesses, est la plus récente de nos chimères scientifiques.
>
> FOURIER.



PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS SCIENTIFIQUES
PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE
4, RUE ANTOINE-DUBOIS, 4
1893



LE SOCIALISME
EN DANEMARK

CAMILLE MARTINET

LE SOCIALISME EN DANEMARK

PRÉFACE DE

PIERRE BAUDIN

CONSEILLER MUNICIPAL DE PARIS

> L'industrialisme, cette manie de produire confusément, sans aucune méthode, sans aucune garantie pour le producteur ou le salarié de participer à l'accroissement des richesses, est la plus récente de nos chimères scientifiques.
>
> FOURIER.



PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS SCIENTIFIQUES
PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE
4, RUE ANTOINE-DUBOIS, 4
1893

PRÉFACE

Cette étude sommaire du Socialisme danois est simple, dégagée de faits statistiques. C'est une œuvre de bonne foi. Il suffit de la parcourir pour se convaincre de l'impartialité de son auteur.

N'appartenant à aucun parti militant de France, appelé par les exigences de sa profession à connaître beaucoup de pays, esprit cultivé qui voit sainement, recueille sans dédain et sans idée préconçue les faits observés, et retient loyalement les opinions et les pensées qu'on lui confie, il a cru intéressant de communiquer au public des renseignements sérieux sur l'agitation sociale en Danemark.

Je voudrais que le public lui fût reconnais-

sant. D'abord parce que, si nous consentons depuis quelques années à mieux apprendre notre histoire nationale et à acquérir des notions sur l'histoire et l'esprit des autres nations, nous ne sommes jamais assez instruits de l'état politique et social de l'Europe au temps où nous vivons. Les dépêches des journaux lus au jour le jour ne peuvent donner que des impressions mal coordonnées et superficielles. C'est le *Tour du Monde* en vingt-quatre heures, raconté en des tableaux instantanés sur verre, qu'on fait passer dans une lanterne magique sans méthode pour l'esprit ni repos pour les yeux.

Le Danemark, du reste, est peu ou mal connu de nous. Ses démêlés avec l'Allemagne et l'affaire des Duchés ont laissé dans la mémoire des Français comme une trace sympathique, qui s'accentue et se précise à l'occasion.

Le *Socialisme en Danemark* offre un second intérêt, pour nous plus sérieux, et d'un ordre plus philosophique.

Voici un pays où la vie économique est surtout agricole, dont l'industrie se développe relativement avec peine, qui n'est pas traditionnellement en travail de révolution. Il ne compte dans ses galeries nationales ni un Proudhon, ni un Lasalle, ni un Karl Marx, ni un Engels.

Cependant, depuis quelques années, le Socialisme s'y développe avec une étonnante énergie. Ici, comme ailleurs, les conservateurs doivent compter avec la valeur numérique de ce parti et avec la science incontestée de ses chefs.

M. C. Martinet fait très bien ressortir les causes de ce phénomène. Le machinisme a envahi le Danemark à son tour; malgré des lois agraires efficaces, le prolétariat agricole

et industriel s'y est, comme partout, développé. L'ouvrier des champs, malheureux aux champs et cherchant le bien-être, a gagné les villes et y a trouvé plus de misère et moins de résignation. Enfin, une opposition formée d'hommes courageux et de talent a, dans des luttes mémorables, donné le branle aux revendications populaires et procuré à la nation l'éducation politique.

N'est-ce pas là l'ensemble des causes de l'avènement du Socialisme dans le monde? S'il s'offre à nous aujourd'hui avec un caractère marqué d'internationalisme, c'est qu'il émane d'une pensée uniforme de justice et d'un espoir simple et général.

Mais il n'est ni un système défini de gouvernement, ni une formule arrêtée de réforme économique. Les concepts théoriques qu'édifient ceux qui veulent fixer les termes de l'évolution sociale, n'auraient pour effet

que de diviser les opinions sans profit pour la lutte immédiate que le monde des travailleurs doit soutenir.

A cette heure, le Socialisme a des caractères propres suivant les nations où il progresse. Il faut se garder de vouloir l'unifier. L'égalité des hommes ne veut pas dire l'unification des races.

Le génie humain a trop d'intérêt à la diversité des caractères, à l'entretien des *nationalités intellectuelles* pour qu'uniformiser le monde soit un but souhaitable.

Si toutes les nations européennes s'entendent sur un mot, n'est-ce pas un résultat important? Faut-il encore vouloir qu'elles s'accordent à le définir?

Les mots ont un prestige qu'il faut savoir leur garder. Celui de République peut correspondre à des constitutions politiques très diverses. Il a eu l'avantage, au moins jusqu'à

ce jour, de grouper en France une masse d'hommes qui, au fond, divergeaient d'aspirations, mais qui ont eu la sagesse de s'entendre sur un ensemble d'idées politiques.

L'idéal social, comme l'idéal en art, se forme des hérédités intellectuelles et des caractères essentiels du peuple. Il diffère aussi suivant le degré d'éducation politique et d'instruction auquel il est parvenu.

L'évolution historique de la nation doit lui dicter des formules politiques nouvelles.

L'idée simple, qui est commune à plusieurs, trouvera en chacun son expression propre et originale. Le socialisme ne peut échapper à cette loi des idiosyncrasies. Le penchant qu'ont certains esprits à chercher leurs inspirations à l'étranger pourrait avoir des résultats fâcheux pour le Socialisme. Les Socialistes allemands n'ont pas versé dans cette erreur, eux qui, vraiment autochtones,

se sont étudiés à rester indépendants de nos mouvements, à nier l'influence de notre histoire sur l'évolution de la démocratie, et à restreindre la portée sociale de nos révolutions.

Mais nous, Socialistes français, nous commettrions une lourde faute si nous dédaignions notre passé révolutionnaire.

Il faut prendre parti sur le rôle qu'on doit lui attribuer. Il ne peut être considéré comme un monument inutile rempli de vieilleries, bazar ou musée, où le dimanche la foule indifférente passe.

Le passé révolutionnaire tient à la terre où nous vivons à ce point que, dans la pensée du plus grand nombre, il est cette terre elle-même. Il faut que le parti socialiste, en marche vers les batailles prochaines, rejette ses souvenirs au fossé comme un inutile bagage, ou qu'il les garde et s'en arme. Il

trouvera en eux, s'il les retient, une provision inépuisable d'énergie pour s'entraîner lui-même, et de prestiges puissants pour entraîner les indifférents et les satisfaits.

D'autres pays, comme le Danemark, n'ont pas ces avantages; chez eux l'évolution dans les idées s'est poursuivie pendant que l'évolution dans les réalités politiques était efficacement comprimée. Les progrès sociaux, qui doivent suivre normalement les progrès politiques, s'offrent à la pensée populaire sur un même plan.

Plus la besogne laissée à l'avenir s'amoncelle, plus l'avenir est redoutable.

Celle qui nous reste à accomplir en France n'est pas si considérable. Les libertés et les droits de suffrage, de contrôle et de discussion que nous avons conquis ont accoutumé tous les esprits à l'idée de changements nouveaux dans la distribution de la richesse.

Bien des hommes, qui ne parlent pas de Socialisme, envisagent les événements sans effroi. Ils se font tout naturellement une raison. La pensée que le financier Necker, il y a plus d'un siècle, émettait, et que rappelle M. C. Martinet, est commune à bien des gens :

« On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. Que nous importent vos lois de propriétés ? pourrait dire la classe la plus nombreuse des citoyens, nous ne possédons rien ; vos lois de justice ? nous n'avons rien à défendre ; vos lois de liberté ? si nous ne travaillons pas, ensuite nous mourrons... »

Le bien-être et la possession sans lutte qui endurcissent, ne sont pas en somme le lot de beaucoup d'hommes.

Il serait facile de constituer un programme de réformes pratiquement et immédiatement réalisables, qui, socialistes au premier chef, seraient accueillies avec joie par l'immense majorité.

Le vocable révolutionnaire n'est pas toujours utile à la propagande des idées évolutionnistes. Beaucoup de braves gens ne demandent qu'à être convaincus, qu'on effraye par les mots violents. Est-ce à dire qu'il faille prendre l'engagement de ne procéder jamais que par les méthodes parlementaires? Ce serait trop présumer de la patience du peuple français. Mais l'heure des révolutions doit être redoutée de tous et surtout du peuple qui en fait les frais; qu'il prenne en l'attendant, dans la discussion et la propagande calmes, conscience de sa force!

PIERRE BAUDIN.

LE SOCIALISME EN DANEMARK

CHAPITRE PREMIER

La situation économique et sociale en Danemark

Sommaire. — Le Danemark pays essentiellement agricole. — Absence de grandes industries. — Les lois agraires tendant à diminuer le prolétariat rural. — Quelques statistiques. — Valeur actuelle de la propriété. — Difficultés que rencontre l'organisation du *prolétariat.* — Absence de traditions historiques.

De toutes les nations européennes, le Danemark est celle où le socialisme aurait dû le plus difficilement s'implanter.

A première vue, en effet, comme le reconnaissait, au dernier Congrès socialiste de Bruxelles, un des chefs écoutés du mouvement ouvrier

danois, M. *Nicolaï Petersen*[1], le Danemark manque de ce qu'on peut appeler les *conditions naturelles* nécessaires à la formation d'un *prolétariat moderne*. Tout d'abord, ce n'est pas un pays industriel. Certes, une partie considérable de la population se livre à différentes industries, dont quelques-unes, telles que les tricotages de laine du *Jylland*, la fabrication des sabots de *Silkeborg*, celle des poteries (*Jydepotter*), la sculpture sur bois, etc., sont à juste titre appréciées et très florissantes.

Mais la grande industrie proprement dite, celle qui dans de vastes usines enferme des centaines d'ouvriers, n'existe qu'à l'état secondaire. Le Danemark est essentiellement un pays agricole, de telle sorte que les branches industrielles les plus importantes se rattachent à l'agriculture ou en dépendent (moulins, brasseries, distilleries d'eaux-de-vie, etc.).

[1] *Rapport sur le mouvement socialiste en Danemark* (1889) par N. PETERSEN, directeur de l'*Arbedjeren*.

En dehors de Copenhague, on trouve peu de grandes fabriques, seulement dans un petit nombre de localités.

Les principales sont les papeteries du *Strandmöllen* et de *Silkeborg*, les fonderies et les ateliers de construction de machines de *Frederikvoerk*, des fabriques de porcelaines et de faïences, des manufactures de draps, les importantes fabriques de gants de *Randers*[1] et *Horsens* dans le *Jylland*, des fabriques de tabac, etc.

Ce développement trop restreint de la grande industrie tient à l'absence d'éléments indispensables. Sans bois, sans fer, sans houille et surtout sans grands capitaux ni débouchés suffisants, un pays ne saurait être industriel. Le Danemark est dans ce cas. On a bien essayé d'exploiter la limonite des landes du *Jylland* et d'en extraire le fer, mais, comme on prenait le

[1] Les gants, dits *de Suède*, qui alimentent le marché européen, proviennent tous du *Jylland*. Par contre, il est vrai, les *dogues dUlm*, race de chiens très recherchés, sont bien qualifiés de *danois*.

combustible dans les forêts, le déboisement rapide qui en était la conséquence, atténuait trop les bénéfices de cette exploitation. On dut donc y renoncer.

Cependant, dans ces vingt dernières années, plusieurs branches industrielles ont pris de l'essor et un certain développement : ce sont l'industrie textile, la brasserie, la fabrication des machines, les raffineries de sucre, la fabrication des cigares, des porcelaines, des faïences, la minoterie, etc.; en général, nous le voyons, *toutes* les industries *agricoles*.

Au point de vue des productions minérales, le Danemark n'est pas riche. Les seules exploitées sont l'ambre, la craie, le calcaire, le kaolin, le ciment et le granit des carrières de Bornholm.

Si le Danemark n'a pas de mines ou d'usines occupant des milliers d'ouvriers, la grande propriété rurale y est devenue aussi très rare. D'ailleurs, dans ce pays essentiellement agricole, toutes les réformes, toutes les tendances gouver-

nementales n'ont eu qu'un but depuis de longues années : restreindre, en le diminuant, le prolétariat agricole, créer le plus possible de paysans petits propriétaires. Rien d'intéressant comme cette série de lois agraires que nous allons passer rapidement en revue.

Attaché depuis des siècles à la glèbe par le *Vornedskab*, sorte de servage sans propriété personnelle, le paysan danois vit sa situation modifiée seulement vers les dernières années du XVIIIe siècle, sous l'influence du grand mouvement libéral français.

Les lois de 1781 sur le partage des terres, complétées plus tard par celles de 1792, relatives aux grands propriétaires, amenèrent peu à peu la *cessation de la communauté rurale*, premier et important résultat dont devait bénéficier l'agriculture. En 1799, une ordonnance relative à la *corvée* fixa nettement le travail qui pouvait être exigé du paysan, et l'autorisa, sous certaines conditions, à racheter cette corvée.

Mais la corvée elle-même, comme redevance en nature, devait longtemps subsister. Sa suppression ne fut totale qu'en 1850. De même pour les dîmes.

Différentes lois sur les *clôtures* et la *dérivation des eaux* complétèrent ces premiers essais de législation rurale, qui allaient puissamment contribuer au développement de l'agriculture.

Quant au statut personnel, la loi du 20 janvier 1788, par la suppression du *Staavnsbaand*[1], faisait faire au paysan un premier pas vers l'émancipation.

Au commencement du siècle actuel, la loi sur le morcellement des propriétés (3 décembre 1819) interdit aussi la *suppression des fermes de paysans*. Cette loi, reproduction perfectionnée d'une ordonnance de 1769, prévoyant la dispa-

[1] Le « *Staavnsbaand* » (*domicile forcé*) liait le paysan au service du propriétaire. Cette servitude, imposée vers 1730, était en étroite connexion avec l'institution de la *milice*. Une fois le service militaire accompli, le seigneur pouvait forcer le paysan à devenir son tenancier pour une quelconque de ses fermes.

rition des propriétés de grandeur moyenne, assigne des limites aux parcelles détachées. Chacune de ces parcelles doit être assez considérable pour faire subsister une famille. Le Gouvernement suivait donc toujours la même ligne de conduite : combattre les progrès du prolétariat agricole, donner au paysan une existence compatible avec la dignité humaine.

Et depuis cette époque surtout, toutes les réformes agraires révèlent plus ou moins directement cette tendance, partout où c'est possible, transférer les fermes de paysans en *toute propriété* à ces derniers (lois du 19 février 1861, — 9 mars 1872).

Entre temps, on abolissait les vieilles lois sur la chasse, les lois sur la *péréquation de l'impôt*, ce qui faisait disparaître la différence entre les terres privilégiées et les terres non privilégiées.

De nouvelles dispositions étaient prises, au contraire, pour la protection des champs et des chemins, l'écoulement des eaux stagnantes, dis-

positions intelligemment complétées par la réorganisation des *Sociétés de crédit foncier*, spécialement destinées à venir en aide aux petits propriétaires (Husmœnd).

Enfin il faut citer d'autres mesures non moins intéressantes ; dans certaines circonstances, on garantissait au tenancier le remboursement d'une partie de la somme qu'il avait avancée en passant le bail. Une indemnité pouvait lui être, en outre, attribuée pour les améliorations obtenues.

L'État, ainsi que nous l'avons dit plus haut, poursuit donc continuellement ce double but :

1° Empêcher à tout prix la formation de grandes propriétés ;

2° Créer le plus possible des paysans petits propriétaires, en leur permettant, sans trop de risques, d'obtenir de leur culture les meilleurs résultats.

Les statistiques sont là pour rendre évident le plein succès de ces réformes.

En 1873, on comptait :

Propriétés de plus de	12 tonneaux de Hartkorn[1]		1,956
—	2 à 12	—	51,606
—	1 à 2	—	19,353

Si nous prenons maintenant la statistique du 1er avril 1885, nous avons le tableau suivant :

PROPRIÉTÉS de plus de		NOMBRE		ÉTENDUE	
12 Tdr. Hartk.		1,854,	avec un total de	55,187	Tdr. Hk.
8-12	—	3,718	—	34,871	—
4-8	—	24,220	—	137,411	—
2-4	—	23,131	—	67,095	—
1-2	—	20,609	—	29,590	—

La grande culture, nous le voyons, ne joue en Danemark qu'un rôle secondaire, puisque les fermes de contenance moyenne (4-8 Tdr. Hartkorn) sont deux fois plus nombreuses que

[1] Le *Tonneau de Hartkorn* (blé dur) représente l'unité 2 hectares 83 ares. C'est une dénomination de l'ancien cadastrage. Nous retrouvons en Norvège une expression analogue, le *tende de staatland* (tonneau de terre labourable), qui est égal à l'étendue du sol qu'on peut ensemencer avec un baril de riz, un baril d'orge et deux barils d'avoine. En France, dans certaines contrées, les agriculteurs emploient encore la désignation de *boisselées de terre*. Il faut environ 24 *boisselées* pour faire un *hectare*.

les propriétés plus étendues. Il ne faut pas, disons-le, attacher une importance exagérée à cette statistique, le même individu pouvant détenir plusieurs propriétés. Notre statistique ne s'occupe que de chaque domaine séparé, et l'on rencontre encore des nobles danois possédant jusqu'à 1,500 et même 2,000 Tdr. Hart., mais ils deviennent de plus en plus rares.

Le possesseur des fermes de 4 à 8 Tdr. Hk. et au-dessus se nomme *gaardmœnd*, fermier. Les petits fermiers, ou *husmœnd*, sont souvent occupés dans les propriétés plus importantes.

Quant aux *indsidderne*, ou locataires, qui forment la troisième classe de paysans, les *prolétaires agricoles*, ils vont travailler chez les petits fermiers et les *gaardmœnds*. Ne possédant ni maisons ni terres, ce ne sont que de simples journaliers.

Les *gaardmœnds*, l'aristocratie des paysans, ont de l'argent dans leur bahut, qu'ils aiment

à garnir d'une riche vaisselle. Et c'est quelquefois avec des bagues aux doigts et des bracelets aux poignets, que leurs femmes et leurs filles s'occupent aux travaux des champs.

D'ailleurs, l'agriculture a tellement prospéré dans cette heureuse région, que depuis cinquante ans la valeur de la terre n'a fait que s'accroître d'une manière étonnante, ainsi que nous le prouve la statistique suivante :

De 1845-1850	un tonneau de Hartkorn	valait	2,200 krônes[1]
1860-1870	—	—	4,578 —
1880-1888	—	—	9,000 —

Il y a donc là une plus-value considérable, qui dépasse de beaucoup celle que nous pouvons constater dans toute l'Europe.

Au point de vue spécial qui nous occupe, nous devons retenir ce fait important, la culture du blé diminue de plus en plus en Danemark;

[1] Le *Krône* ou couronne vaut 100 *öre*, soit 1 fr. 395 de notre monnaie.

partout on fait de l'élevage[1], et celui des porcs et des bêtes à cornes prend chaque jour une nouvelle extension, ce qui met en évidence cette transformation de l'agriculture en industrie agricole, que nous allons observer à chaque pas. Comme conséquence, les derniers mouvements agraires n'ont pas eu un caractère protectionniste. Leur résultat a été surtout de provoquer une assistance plus étroite de l'État (Crédit agricole, prix décernés aux concours, etc.), et d'ouvrir la voie à une transformation de l'impôt foncier, considéré à juste titre comme mal réparti.

Ceci mérite quelques mots d'explication. D'après le cadastrage établi vers 1820, la propriété, en Danemark, est divisée suivant une échelle dont l'unité est une certaine étendue de la meil-

[1] Une preuve évidente de cette assertion, c'est qu'en Danemark l'excédent de l'importation des céréales sur l'exportation tend à augmenter. Au contraire, l'*exportation* des articles gras et des bestiaux présente un sérieux excédent.

En 1882 on comptait 347,561 chevaux, 1,500,000 bêtes à cornes, 1,500,000 moutons et 520,000 porcs.

leure terre prise dans le bailliage de Copenhague, et équivalant à *un tonneau de Hartkorn.*

Cette unité est de 28,368 mètres carrés, qui équivalent à 5 1/2 tonneaux de terre.

L'impôt foncier fut établi sur cette base. A cette époque, on ne les avait évaluées qu'à une faible contenance en Tdr. Hartk. Or, ces terres ont été améliorées, quelques-unes même défrichées.

Mais leur valeur s'en est accrue et pourtant l'impôt demeure le même. De là, inégalité dans la distribution de cet impôt. Et, bien que l'impôt foncier soit relativement peu considérable, 17 1/2 krône par Tdr. Hart., sa revision est une des premières réformes à opérer et une des plus impatiemment attendues.

Ainsi donc, nous le voyons déjà par ce qui précède : industrie, agriculture, tout semble exclure même l'idée d'un mouvement socialiste.

Tout, jusqu'à la tradition historique, jusqu'au caractère national, si peu enclin aux révolutions.

Le Français est, dit-on, révolutionnaire au premier chef. Depuis de longues années, les Allemands possèdent une science historique de l'économie sociale, dont les masses ouvrières sont entièrement imprégnées. Les Danois, eux, n'ont rien de tout cela. Bien mieux, un Français qui habita leur pays, il y a quelque vingt ans, était autorisé à dire : « Les prétendus socialistes danois sont des enthousiastes de propriété. Nulle part les champs ne sont mieux entretenus, les haies plus soignées, les bornes des héritages aussi profondes et aussi solides[1]... » Nous sommes loin des théories collectivistes ! Et cette remarque, observons-le bien, concerne seulement le paysan ; l'agriculture est tellement considérée comme la base de la richesse nationale, que l'écrivain ne se doute pas qu'il existe autre chose en Danemark.

[1] DARGAUD, *Voyage en Danemark*, 1850.

CHAPITRE II

La situation politique en Danemark.

SOMMAIRE. — Les droits des citoyens. — Émancipation politique incomplète. — La liberté de réunion soumise à la décision de la Police. — La question des fortifications de Copenhague. — Les lois provisoires de Finance. — Les différents ministères : Holstein (1870), Fonnesbech (1873). — Un ministre inamovible : Estrup. — Régime de l'arbitraire. — La situation politique est un obstacle à l'évolution du socialisme.

Si l'état florissant de l'agriculture et la pénurie d'industries sont des obstacles à la possibilité d'un mouvement ouvrier, rendons-nous compte de la situation politique, et examinons jusqu'à quel point elle peut favoriser ou entraver ce mouvement.

Nous avons vu l'État s'occuper des réformes agraires et encourager ce désir ardent de possé-

der en propre qui anime tout paysan danois. En revanche, rien ou presque rien, n'a été tenté en faveur de l'éducation politique des masses.

Le droit de vote existe bien, mais la Constitution de 1849[1] qui le régit ne le laisse exercer que par 56 pour 100 de la population. Il est, en effet, soumis au régime censitaire.

Enfin, point capital pour le développement de la classe ouvrière, la liberté du commerce et de l'industrie ne date que de 1857! C'est seulement à cette époque récente que furent supprimés les anciennes jurandes et maîtrises, les tyranniques corporations.

Quelques améliorations ont bien été péniblement obtenues, il est vrai, mais que de libertés encore à conquérir ou simplement à faire respecter! Et cette belle inscription qu'on peut lire sur le fronton de l'hôtel de ville de Copenhague : *Med Lov Skal-Man*

[1] La Constitution revisée du 5 juin 1849 du royaume de Danemark.

Land bigge, « C'est sur la loi qu'il faut fonder le pays, » ne semble déjà plus qu'une vaine formule. Outre la regrettable confusion[1] des pouvoirs judiciaires et administratifs exercés par les mêmes fonctionnaires, la liberté de réunion, cette garantie de toute société émancipée, bien que reconnue par la Constitution, en fait, n'existe pas. Il faut l'autorisation de la *Police* pour tenir des réunions publiques ou des meetings dans des locaux fermés. Et si, dans le but d'atténuer leurs frais, les organisateurs prélèvent à l'entrée une modeste rétribution, la Police prend d'abord la moitié de la recette.

Singulière façon de moraliser la Police et de relever son prestige! Mais, en lui donnant ce pouvoir exorbitant d'autoriser en dernier ressort un meeting, suivant le bénéfice probable

[1] Les juges aux tribunaux de première instance, à la campagne « Herredsfogder » et en ville « Byfogder », sont en même temps investis du pouvoir administratif, en leur qualité de *chefs de la police* ou de *bourgmestres*. Ils peuvent être révoqués comme tels. C'est une violation flagrante de la Constitution de 1849.

qu'elle peut en retirer, le Gouvernement poursuit ce double avantage : stimuler son zèle et surtout éviter d'interdire lui-même les réunions publiques qui peuvent lui être désagréables. La police n'est-elle pas chargée d'assurer la tranquillité de la rue... et au besoin de la troubler? Ces mesures visent évidemment les socialistes.

Mais de quel arbitraire charmant elles témoignent ! Elles suffiraient presque à expliquer cette exclamation du grand écrivain danois *Georges Brandès*[1] : « Il n'y a pas en Europe, disait-il récemment, un pays moins libre et moins démocratique que le Danemark, excepté la Russie ! »

[1] *Georg Morris Cohen Brandès*, esthéticien danois, né à Copenhague, d'une famille israélite, le 4 février 1842, pendant son séjour à Paris vers 1866, subit l'influence du positivisme et du radicalisme et en devint, dans son pays, l'un des plus brillants vulgarisateurs. Ses idées politiques avancées le forcèrent à s'expatrier ; il s'établit à Berlin (1877). Rentré à Copenhague en 1883, ses amis lui firent une pension de 4,000 kr. par an pour dix ans. Il put reprendre ainsi ses conférences à l'Université.

Son frère, *Carl Brandès*, représente au *Folkethinget*, les démocrates de *Rudkjoebing*.

S'il était besoin de prouver encore combien cette allégation est peu exagérée, il n'y aurait qu'à exposer la situation politique de ces vingt dernières années.

Déjà, en 1864, il avait fallu dissoudre deux fois le *Folkethinget* pour faire voter les modifications si peu démocratiques de la *Loi fondamentale revisée du* 5 *juin* 1849.

Présentée la première fois sous le ministère *Bluhme*, cette revision ne fut effectuée qu'en juillet 1866, sous le ministère *Frijs*, et, malgré tous les efforts de l'ancien ministre de la Guerre de 1848, *Tscherning*.

Les dispositions nouvelles de cette loi changeaient complètement la composition du *Landsthinget*. Des 66 membres, que comptait la Chambre haute, 12 étaient nommés par le roi, et les autres élus d'après un système trop compliqué, où la fortune avait surtout une influence décisive.

Cette réforme devait être la cause de bien des

désordres civils. Comme première conséquence il y eut un groupement plus compact de l'opposition qui, en 1870, sous le ministère *Holstein*, se constituait en « Gauche réunie », à laquelle les élections de 1872 donnèrent la majorité au Folkethinget.

Mais une question capitale, l'organisation de la défense nationale, qui se posa en 1872, allait devenir pendant de nombreuses années un véritable brandon de discordes.

Les douloureux événements de 1863, la terrible guerre du Sleswig[1] avaient beaucoup éprouvé

[1] Puisque nous faisons allusion à cette héroïque guerre des Duchés, où quelques milliers de Danois montrèrent ce que peuvent l'énergie et le patriotisme, rendons aussi hommage à celui qui les commandait, le roi actuel du Danemark, Christian IX. Depuis, pressé par mille difficultés intérieures, et sous la regrettable influence du parti intransigeant de Droite, peut-être parfois a-t-il oublié son rôle de monarque constitutionnel. Mais il est juste de se rappeler l'exemple de mâle courage, de fermeté inébranlable que le roi n'a cessé de donner à ses soldats pendant toute cette navrante campagne. « Aux endroits les plus exposés, dit M. Jousselin dans son livre *Nos amis, nos alliés*, on pouvait toujours être certain d'apercevoir la noble figure du roi, entouré de son état-major et monté sur un cheval d'un noir de corbeau.

cette vaillante petite nation. D'une lutte aussi inégale, le Danemark sortait amoindri et plus divisé que jamais. Cependant, en quelques années il s'était, au point de vue matériel, relevé promptement, montrant toute l'énergie et toute la vitalité de la race scandinave.

On voulut alors assurer la défense du pays et le mettre à l'abri d'un coup de main. Le Gouvernement présenta au *Rigsdag* de 1872 un projet de fortifications de Copenhague. Mais l'opposition, formée surtout des paysans, combattit ce projet. Faire de Copenhague une place forte, disaient-ils, c'était sacrifier toutes les autres parties du royaume et surtout le Jutland. Le projet échoua lamentablement.

Une autre cause de conflit, la loi de Finances, ne tarda pas à envenimer la situation.

Il appelait les officiers supérieurs, leur donnait brièvement des ordres et les chargeait de ses félicitations pour leurs hommes dont il admirait la vaillance avec un serrement de cœur »

D'après l'article 48 de la Constitution, la loi de Finances devait d'abord être soumise au *Folkethinget;* le Gouvernement passa outre. Le Folkethinget releva ce dédain en rejetant en bloc le budget, dès la réouverture de la session de 1873. Le *Folkethinget* dissous, ce ne fut qu'en 1874, à l'avènement du nouveau ministère *Fonnesbech*, que, par suite d'un compromis entre le Centre et la Gauche, il accepta le projet du Gouvernement. — Le ministère dut faire, il est vrai, de nombreuses concessions.

Mais ce n'était qu'une accalmie momentanée, et l'arrivée au ministère, sous le président du Conseil *Estrup*, des grands propriétaires ruraux, membres de la Droite du Landsthinget (juin 1875), allait encore aggraver la situation. Au rejet de la *loi spéciale de défense*, le Gouvernement répliqua par une nouvelle dissolution de la Chambre basse. Fortifiée par les élections de 1876, l'opposition offrit cependant le terrain de conciliation suivant :

Vote de 30 millions de kroner, obtenus à l'aide d'un impôt sur le revenu ; mise en état de défense de la côte de Seeland et création d'une place forte en Jutland.

Mais le Cabinet Estrup fit preuve d'une intransigeance exagérée et refusa toute concession. Le nouveau Folkethinget se contenta de rejeter purement et simplement les projets présentés.

Alors, *acculé à une impasse*, le Gouvernement n'hésita pas à fausser, à son profit, l'esprit, sinon la lettre de la Constitution, et, le 12 avril 1877, était promulguée la première *loi provisoire* de Finances. Refusant de reconnaître cette nouvelle violation de la Constitution, le *Folkethinget* votait contre cette loi provisoire dans la session de 1877-78. Et, depuis cette époque, pour équilibrer ses budgets, le Gouvernement n'a eu recours qu'à de véritables expédients. Tantôt s'appuyant sur des lois intérimaires de Finances (*Mitlertidig*), comme en 1881-82-85, ou bien, se contentant d'une *résolution royale* relative aux dé-

penses courantes (1886), il n'en viola pas moins continuellement les lois constitutionnelles.

Quant à la question si délicate des fortifications de Copenhague, il faut bien se rendre compte que les sentiments patriotiques, très honorables d'ailleurs, qui ont amené le Cabinet Estrup dans cette fausse posture, ne suffisent pas à excuser sa conduite arbitraire. Les députés de l'opposition du Folkethinget sont aussi très bons patriotes, et, comme mandataires du pays, ont droit au respect de leurs votes.

Dans un très intéressant volume, qu'il vient de publier sur le Danemark, et auquel nous avons déjà fait un emprunt[1], M. *Alfred Jousselin*, parlant des lois de défense et de l'opposition du Folkethinget, ne nous semble pas avoir saisi ce qu'exigent en général les membres de cette opposition. Sous le prétexte qu'ils ne veulent pas voter docilement les projets de fortifica-

[1] *Nos Amis et nos Alliés*, par Alfred JOUSSELIN. Paris, P. Ollendorf, 1892.

tions, tels que le Gouvernement les demande, il les accuse de manquer de patriotisme. C'est là une opinion bien injuste! L'opposition, du moins la majorité de cette opposition, ne refuse pas d'assurer la sécurité du pays. Seulement, il lui est bien permis de ne pas être de l'avis du ministère sur la destination de certains crédits. Nous ajouterons qu'elle tient rigueur au Cabinet actuel (et qui le lui reprochera?) d'avoir, pendant plusieurs années, comme nous l'avons vu, substitué aux votes réguliers de la Chambre basse des lois de Finances émises par simples décrets. Franchement, le système parlementaire semble déjà un assez grand leurre, quelle serait sa raison d'être si, sur une simple signature du Chef de l'État, il était possible à un ministre de s'attribuer, sans autre contrôle, les crédits qui lui semblent nécessaires ! Il y avait là une question de principes avec laquelle des députés soucieux des intérêts du pays ne pouvaient transiger.

Naturellement, la presse officieuse ne manqua pas d'exploiter cette fausse situation contre les députés de Gauche, l'occasion était vraiment trop belle! Et, chaque jour, les journaux inspirés par le ministère déversèrent sur l'opposition le trop-plein d'un chauvinisme de commande.

Ce rapide examen de la situation politique du Danemark nous montre qu'elle n'a jamais pu être très favorable au développement des idées socialistes. La violence des luttes parlementaires de 1880 à 1889, les différents incidents qui signalèrent l'acharnement des partis: — tentative d'assassinat contre le ministre inamovible *Estrup;* condamnation à six mois de prison du président du Folkethinget, M. *Berg*, et de son vice-président, M. *Hœrup*[1] : — tous ces événements accaparaient trop l'opinion pour ne pas laisser au deuxième plan l'évolution socialiste!

[1] M. Berg fut condamné pour résistance à l'autorité et M. Hœrup pour crime de lèse-majesté.

En résumé, ce mouvement socialiste, il y a vingt ans, avait tout contre lui : absence de grandes industries, transformation des prolétaires agricoles en petits propriétaires, manque de traditions, restriction des libertés primordiales; tandis qu'aujourd'hui, fortement organisé, le parti socialiste danois compte déjà 5 représentants au Parlement et plus de 60,000 militants!

Il faut vraiment qu'ils soient profondément enracinés, ces germes féconds laissés par les Proudhon, les Lassalle et les Bakounine! Ou nous admettrons que la désagrégation du vieil édifice social doit être déjà bien avancée pour avoir laissé éclore, en quelques années, dans un pays où rien ne le faisait pressentir, un redoutable prolétariat !

Rendons-nous compte maintenant des circonstances économiques, causes originelles de cette étonnante transformation.

CHAPITRE III

Causes du socialisme danois

SOMMAIRE. — Transformation de l'agriculture. — Elle devient industrielle. — Extension de la grande industrie. — La concurrence étrangère et les tarifs de douane. — L'Exposition de Copenhague en 1888. — Quelques statistiques. — Accroissement de la population urbaine. — Le mouvement ouvrier; le prolétariat est créé.

L'économiste qui examine les tendances de l'agriculture et de l'industrie danoises, durant ces vingt dernières années, est d'abord frappé de leur transformation singulière.

Avant tout, nous l'avons déjà vu, le Danemark est essentiellement agricole. Nous avons constaté aussi cette sollicitude de l'État tendant à rendre le paysan propriétaire de la terre qu'il cultive comme tenancier.

Or, on s'aperçut un jour que, sous la pression de la concurrence étrangère, l'agriculture, cette grande richesse nationale, devenait de plus en plus une *industrie*. Pour combattre les produits étrangers, *même sur les marchés danois*, il fallait avoir recours aux machines agricoles. Et l'on vit les antiques moulins à vent céder la place aux meuneries à vapeur, aux minoteries pourvues d'un outillage complet.

On n'entendait plus parler que de machines à battre et à ensemencer, de faucheuses mécaniques, etc., remplaçant partout les bras de l'homme.

Dans les villes, le même fait se produisait pour la petite industrie, qui, sous peine de ne plus exister, dut augmenter ses moyens d'action. Tout d'ailleurs contribuait à ce bouleversement, jusqu'à l'affluence de la houille anglaise, dont le prix de revient en Danemark, malgré un droit de douane élevé, n'excédant pas le

cours des centres de production, favorisait l'essor de la grande industrie.

Il faut reconnaître aussi que les tarifs de douane de 1863 n'ont pas peu contribué à cet état de choses. Des substances alimentaires d'un usage général comme le sel et le riz sont frappés d'une manière considérable, tandis qu'au contraire une série de produits industriels entrent presque en franchise.

Les bois et les fers, matières premières indispensables, et qui ne se trouvent pas en Danemark, subissent des droits énormes.

Il est vrai qu'à côté de cela les céréales, les bestiaux et les graisses sont exonérés et que les denrées coloniales, dont le fisc tire le plus clair de ses revenus, ne sont pas taxées d'une façon exagérée[1].

[1] Le café	paie	12 öre	par livre;
thé	—	33	—
sucre	—	8,2 à 13	—
tabac brut	—	14	—

L'öre vaut un centime et demi.

En résumé, ce tarif, plutôt *libre-échangiste*, est irrationnel, en ce qu'il met sur des marchandises communes des droits relativement plus élevés que sur des produits d'une valeur plus grande.

Le courant protectionniste à outrance, qui règne actuellement en Europe, n'a laissé que peu de traces en Danemark.

Il est même intéressant de remarquer que la tendance des réformes douanières en préparation, est surtout de *protéger* l'industrie nationale contre l'excédent de la fabrication étrangère. Comme complément logique, on désire supprimer les droits sur les matières premières et les articles les plus utiles au progrès de cette industrie. Mais aucun mouvement d'opinion ne s'est produit en faveur de *droits agraires* protégeant l'agriculture proprement dite. Cette simple constatation suffirait, à la rigueur, pour faire ressortir la transformation industrielle de l'agriculture danoise.

Déjà l'Exposition de Copenhague, en 1888,

avait montré d'une manière irréfutable que la production danoise était devenue presque exclusivement production de fabrique. Une statistique officielle de 1880 permettait aussi de consigner ce résultat. Elle estimait à 720 le nombre d'établissements industriels utilisant un personnel de 21,000 ouvriers, et une force motrice de 10,000 chevaux. En 1885, une statistique analogue donnait un total de 7,822 patrons et de 42,824 ouvriers. Mais dans ces chiffres étaient comprises les petites industries.

D'ailleurs, il n'existe pas de statistique industrielle embrassant tout le pays. Il est donc difficile de se renseigner exactement sur l'étendue et l'activité de ces industries.

Pour avoir une idée à peu près juste du mouvement industriel, prenons le tableau suivant, qui émane des inspecteurs des usines et des manufactures où travaillent les enfants et les femmes.

C'est le tableau de 1887 :

	NOMBRE des ateliers	ENFANTS 10-14 ans	JEUNES GENS 14-18 ans	ADULTES hommes	ADULTES femmes	TOTAL
Copenhague.	255	600	900	5,400	2,000	8,900
La Province..	500	1,800	1,700	10,100	2,800	16,400
Total......	755	2,400	2,600	15,500	4,800	25,300

Nous voyons donc une population de 25,300 ouvriers dans 755 établissements.

Toutefois, remarquons-le, cette statistique comporte seulement les grands établissements industriels, en négligeant les industries agricoles très nombreuses et très florissantes. Parmi ces industries, la fabrication du sucre de betterave entre autres, a fait les plus grands progrès et occupe un nombre important de bras.

On peut s'en convaincre en prenant le chiffre de production de 1882, qui était évalué à 8,574,000 livres, et en lui opposant celui de

1886, qui était de 23,536,000 livres, soit une augmentation de 15,000,000 de livres en quatre ans !

Le nombre des salariés s'était donc considérablement accru, le petit artisan se transformait lui-même en ouvrier de fabrique.

D'un autre côté, la suppression des corporations, le 29 décembre 1857[1], avait, tout naturellement, produit une certaine perturbation. Pour quelques petites industries, les industries d'art par exemple, conséquence de la situation nouvelle faite aux apprentis, le coup fut mortel.

Il ne fallait pourtant pas songer à ramener l'ancien état de choses ; seule une législation ou-

[1] La loi du 29 décembre 1857, qui abolit les corporations, a rendu libre l'exercice des métiers sous la seule obligation d'avoir le *droit de bourgeoisie*, ou la patente dans les communes rurales. Pour acquérir ce droit de bourgeoisie, il faut être majeur (25 ans), ne pas être en faillite, avoir une bonne réputation, et, si l'on n'a pas le droit d'*indigénat*, donner la garantie qu'en cas de besoin on ne sera pas, soi et sa famille à la charge de la ville.

vrière intelligemment comprise pouvait atténuer quelques-unes des conséquences malheureuses de ce changement. Mais, en Danemark, il n'y a pas encore de législation ouvrière proprement dite.

Une loi unique, celle du 23 mai 1873, règle la matière. Elle concerne l'âge des enfants employés dans les usines et la durée de leur travail. Quelques lois secondaires sur la surveillance des machines à vapeur et sur les mesures préventives contre les accidents du travail complètent ces dispositions.

D'ailleurs, une législation plus détaillée n'eût modifié en rien les conditions défectueuses de l'industrie moderne. La concurrence des femmes sur le marché du travail et le chômage forcé eurent pour résultat naturel, fatal, l'abaissement des salaires.

Aux syndicats de patrons, les ouvriers opposèrent les *sociétés ouvrières de compagnons* qui, bientôt, devaient se transformer en sociétés *démocrates-socialistes*.

Déjà, l'augmentation de la masse des non-possédants faisait pressentir l'antagonisme plus accentué des classes. Le mouvement ouvrier était créé, le socialisme s'affirmait ouvertement.

Un phénomène, commun d'ailleurs à toute l'Europe, la désertion des campagnes pour les villes[1], allait bientôt donner à ce mouvement socialiste une intensité et une extension plus considérables.

[1] Le tableau suivant fait ressortir l'importance de cet accroissement de la population urbaine.

	1840	1860	1880
	—	—	—
Copenhague.........	96	104	139
Villes de province...	111	133	147
Campagnes	793	763	714
Sur	1,000	1,000	1,000

CHAPITRE IV

Origines du socialisme danois

SOMMAIRE. — Un précurseur : F. Drejer. — L'Internationale à Copenhague. — Association internationale des ouvriers danois. — Le premier journal socialiste (*Socialisten*). — La grève des maçons (5 mai 1872). — L'Association est interdite. — Fondation du parti *socialiste-démocrate*. — Un scandale.

L'organisation du mouvement ouvrier danois ne date réellement que de 1871. Avant cette époque, les théories de *Marx*, de *Ferdinand Lassalle* et d'*Engels* comptaient bien quelques adeptes à Copenhague, mais il n'existait aucun groupement pouvant rappeler l'*Association internationale des Travailleurs allemands* (*Allgemeine Deutscher Arbeiter Verein*). Pourtant,

déjà en 1850, un jeune médecin, *Frédéric Drejer*, avait essayé, mais sans succès, de répandre les théories sociales allemandes.

En 1871 seulement, aussitôt après la chute de la Commune de Paris, reparaissaient les nouvelles doctrines. Deux petites brochures produisaient une grande sensation dans les cercles ouvriers de Copenhague. Avec une certaine modération de forme, elles faisaient l'apologie des idées de l'*Internationale*, et, expliquant le but et les conséquences de la révolution communiste française, lui décernaient les plus vifs éloges.

Le résultat fut promptement atteint, puisqu'en juillet 1871 une section de l'*Internationale* se formait en secret à Copenhague. Pour propager ces théories, il fallait un journal. Une feuille hebdomadaire, *Socialisten*, parut, ayant comme rédacteur en chef *Harald Brix*, ancien marchand de musique failli.

La propagande active du *Socialisten* convertit de nombreux ouvriers aux idées nou-

velles. De sorte qu'en août 1871, on put organiser l'*Association internationale des ouvriers danois*. Au début, elle comprit sept cents membres, ayant à leur tête trois hommes appartenant au prolétariat intellectuel : *Louis Pio*, employé des postes, *Paul Geleff*, ancien rédacteur d'un journal très chauvin, et *Harald Brix*, dont il a déjà été question.

Nommé grand maître de la nouvelle Association, *Pio* dut donner sa démission d'employé des postes. Il ne faudrait pas conclure de son titre que l'Association était entièrement autonome. En réalité, malgré son grand maître, la section danoise de l'Internationale recevait l'inspiration du Conseil général de l'*Association des ouvriers de Londres*. Mais le Gouvernement se montrait inquiet de cette propagande infatigable des socialistes, et plusieurs fois il avait fait saisir le *Socialisten*, devenu quotidien en avril 1872. Aussi, tant pour échapper à une surveillance incessante que pour éviter les poursuites

de la police, le *Socialisten* parut quelquefois à Hambourg et à Malmœ (Suède).

Vers cette époque, répondant aux tracasseries perpétuelles, dont ses membres étaient l'objet, l'Association internationale entra dans une période d'action ; fomentées par elle, des grèves considérables éclatèrent, jetant tout le pays dans une agitation continuelle. Il y eut des rencontres entre la police et les grévistes. Le moindre incident pouvait être l'origine de malheurs irréparables !

Alors, justement effrayé, le Gouvernement résolut de profiter de toutes les circonstances, d'employer tous les moyens pour tuer ce mouvement. Une occasion se présenta : les ouvriers maçons venaient de se mettre en grève, naturellement les leaders socialistes se tinrent à leur disposition, et, dans un article de la dernière violence, le *Socialisten* convoqua *tous* les ouvriers de Copenhague en un immense meeting, le 5 mai 1872.

On devait discuter la grève, prétexte de la réunion, mais on voulait surtout examiner la situation générale faite aux travailleurs.

Bien que cette réunion fût absolument légale, le Gouvernement l'interdit, et fit occuper la place par la police. Ce qui était à prévoir arriva : il y eut collision entre la police et les ouvriers, et l'on arrêta les chefs du mouvement. Traduits devant les tribunaux, sous la double inculpation, quelque peu exagérée, d'excitation au pillage et au meurtre, *Geleff*, *Pio et Brix* furent condamnés à plusieurs années de travaux forcés. Mais le gouvernement vit bientôt que cette répression excessive ne lui donnait aucun résultat : le mouvement ouvrier n'était pas anéanti. L'idée socialiste, la « plante exotique », comme l'appelaient les économistes officiels, allait bientôt porter ses germes. Ces persécutions n'avaient fait que lui donner une nouvelle vigueur, et le mouvement vit augmenter le nombre de ses partisans.

Dès cette époque, en effet, le socialisme gagna constamment du terrain. Tout, d'ailleurs, le servait à souhait : les persécutions maladroites d'un gouvernement acculé à l'arbitraire, l'indifférence d'une aristocratie figée dans ses privilèges, jusqu'à l'obstination peu opportune d'une bourgeoisie aussi égoïste qu'aveugle. Personne enfin ne voulait se rendre compte de la véritable portée du mouvement, et tous refusaient la moindre concession.

Croyant encore atteindre les socialistes dans leurs forces vives, en août 1873, le ministère interdit l'Association. Le parti *socialiste-démocrate* était fondé !

Malheureusement pour le nouveau parti, un scandale sans précédent allait lui porter le plus grand préjudice moral et retarder ses progrès de quelques années. En août 1877, *Pio et Geleff*, sortis de prison depuis plusieurs mois, se retrouvaient à la tête du parti. On apprit soudain qu'ils s'étaient enfuis à Chicago en enlevant la

caisse socialiste! Ce vol atteignait le parti naissant dans sa considération et dans ses forces vives: les socialistes n'avaient plus aucune ressource!

Les conséquences s'en firent de suite sentir, et le *Socialisten*, de quotidien qu'il était, ne parut plus qu'à intervalles irréguliers.

Quant à *Harald-Brix*, loin d'avoir suivi l'exemple de ses deux collègues, quelque temps après sa sortie de prison, il avait été condamné pour tentative d'agitation révolutionnaire, et réincarcéré.

Les socialistes, d'ailleurs, n'allaient pas tarder à se relever de cette nouvelle épreuve.

CHAPITRE V

Le socialisme danois après le Congrès de Gotha.

SOMMAIRE. — Le programme de fusion. — Influence prépondérante du socialisme allemand. — Évolution du socialisme danois. — L'alliance avec les partis de l'opposition. — La situation politique absorbe tout. — Congrès de Copenhague (1888). — Le parti socialiste aux élections. — Une scission. — La fraction socialiste révolutionnaire (1889).

En 1877 s'ouvrit à Copenhague le premier Congrès socialiste, il réunit 7,000 membres.

Subissant l'influence immédiate du socialisme allemand, le parti ouvrier danois adopta comme sien le programme de fusion du Congrès de Gotha en 1876.

On sait que jusqu'à 1876, le socialisme allemand avait été divisé en deux grandes fractions :

l'Association générale allemande des travailleurs et le parti *Social-Démocrate*. La première fraction, fondée par le célèbre agitateur *Ferdinand Lassalle*[1], acceptant l'État comme principe essentiel, se serait contenté d'un gouvernement mettant en avant la question ouvrière. L'autre parti, qui avait à sa tête *Bebel*, poursuivait cette singulière utopie de l' « État libre des peuples ». Nivelant tout pour arriver à l'égalité absolue, les *Bebeliens* réclamaient l'abolition des contributions, des armées permanentes, des lois sur la presse et sur les associations, la suppression de la propriété et de l'hérédité, enfin l'abolition de toute religion et des conditions sociales.

Le programme commun adopté par les deux fractions allemandes en 1875, et qui devait servir de base au Congrès danois de 1877, portait sur les points principaux suivants :

[1] *Ferdinand Lassalle*, né en 1825, à Breslau, d'une famille juive, fut tué en duel en Suisse le 31 août 1864.

1° Établissement de sociétés coopératives, avec l'aide de l'État et sous le contrôle démocratique du peuple ;

2° Suffrage universel direct et égal, obligatoire à partir de 20 ans ;

3° Législation directe par le peuple qui, seul, doit décider de la paix ou de la guerre ;

4° Service militaire obligatoire. Remplacement des armées permanentes par les milices nationales ;

5° Abolition des lois d'exception (lois sur la presse, sur le droit d'association, de réunion, etc.);

6° Justice rendue par le peuple. Gratuité de la justice ;

7° Éducation gratuite et égale par l'État ;

8° Instruction obligatoire et gratuite à tous les degrés. La religion est regardée comme une affaire privée.

Dans les conditions actuelles de la société, le parti socialiste réclamait encore :

1° Un développement plus large des droits et des libertés politiques ;

2° Un seul impôt progressif dans l'État et la Commune, à la place de tous les impôts indirects qui pèsent particulièrement sur le peuple ;

3° Droit illimité de coalition ;

4° Journée normale de travail réglée d'après les besoins sociaux avec repos du dimanche ;

5° Interdiction du travail des enfants et de la femme contraire à l'hygiène et aux bonnes mœurs ;

6° Législation protectrice de la vie et de la santé de l'ouvrier. Inspection des mines, usines etc. etc., confiées à des fonctionnaires élus par le peuple ;

7° Règlement du travail des prisons ;

8° Gestion complètement indépendante des caisses de secours d'ouvriers.

Outre ce programme, le Congrès de Copenhague de 1877 adopta différentes motions mon-

trant encore plus manifestement combien s'était atténuée la tendance révolutionnaire du parti.

On invitait l'État à acheter toutes les terres disponibles pour les louer aux laboureurs ou petits agriculteurs.

On demandait au Parlement des fonds destinés à l'émigration au Kansas (Amérique du Nord) des ouvriers sans travail.

D'ailleurs, sous l'influence d'hommes instruits et d'une valeur incontestable, bien qu'issus de la classe ouvrière, les *socialistes-démocrates* semblaient vouloir donner une base plus large à leurs principes.

Ne s'attachant plus exclusivement aux théories, dont la mise en pratique ne pouvait être immédiate, ils s'appliquèrent surtout aux questions ouvrières. Et le mouvement socialiste, danois, en apparence, fut bientôt purement professionnel, comme celui des *Trades-Union* en Angleterre.

Pendant de nombreuses années, l'agitation

pour le socialisme moderne et révolutionnaire allait être remplacée par l'agitation politique générale et syndicale.

Aussi n'est-on qu'à moitié surpris quand, en 1884, on voit les *socialistes-démocrates* s'allier à l'opposition, pour renverser le ministère de droite Estrup.

Cette union momentanée avec la fraction radicale de l'opposition donna un regain de succès au mouvement socialiste modifié, qui bientôt s'étendit dans presque toutes les villes du royaume, envahissant même quelques villages.

Le Congrès de 1888 montra le chemin parcouru par les *socialistes-démocrates* dans la voie des concessions. « Il faut porter nos efforts pour avoir des réformes pratiques qui tendent à améliorer le sort de la *petite bourgeoisie*, » disaient les organisateurs dans la circulaire convoquant les membres du Congrès.

Dans un autre paragraphe, à propos de la question agraire, on lit ceci :

« Aux laboureurs qui *possèdent* des terres, l'État doit procurer les capitaux nécessaires à bon marché. Par la création d'une banque hypothécaire, l'État pourrait étendre cette facilité à tous les agriculteurs non propriétaires, fermiers ou tenanciers. »

On voit qu'il est surtout question là de ceux qui *possèdent*.

Aux élections municipales de 1888, à Copenhague, les candidats *socialistes-démocrates* n'hésitèrent pas à se déclarer représentants de la petite bourgeoisie.

N'admettant plus l'antagonisme des classes, prônant partout la conciliation, aux élections législatives, ils finirent par se confondre entièrement avec l'opposition générale.

L'évolution était trop complète : les dissidents, qui voulaient voir maintenir haut et ferme le drapeau du socialisme moderne, provoquèrent une scission.

D'ailleurs l'opposition, dans le parti *socialiste-*

démocrate, s'était produite depuis sa formation. Déjà, au début, des hommes, comme l'ébéniste *Sophus Phil*, avaient essayé de conserver au mouvement socialiste la direction initiale. Les circonstances furent plus fortes qu'eux.

En 1889, donc, la minorité d'opposition fit paraître un journal hebdomadaire, *Arbedjeren* (Le Travailleur). Les organes de la presse *socialiste-démocrate* engagèrent avec leur nouveau confrère une polémique violente, où les questions de personne parurent surtout primer.

Reprochant aux hommes dirigeant la minorité *de cacher l'esprit du socialisme*, les *socialistes-démocrates* préparèrent leur exclusion du parti. Par 2,700 voix, les Unions se conformèrent au désir du Comité exécutif, et la minorité fut exclue, la rédaction de *Arbedjeren* en tête.

Tout en formant le nouveau parti *socialiste révolutionnaire*, la minorité protesta énergiquement contre les procédés employés à son égard. Elle accusait le Comité exécutif d'avoir *surpris*

les votes des unions socialistes, l'exclusion ayant été votée par 2,700 voix, dans un parti qui comptait plus de 40,000 membres. La scission était donc complète.

CHAPITRE VI

Organisation actuelle du parti socialiste

SOMMAIRE. — Les deux grandes fractions. — Les socialistes révolutionnaires. — M. Nicolaï Petersen. — Congrès de Christiania. — Le parti socialiste-démocrate. — Les membres socialistes du Parlement. — Unions socialistes et *Jagforenninger*. — Relations du socialisme danois avec les socialistes étrangers.

Le parti *socialiste-révolutionnaire*, à qui on donne parfois la désignation très inexacte d'*anarchiste*, se recrute surtout à Copenhague, parmi les jeunes gens exaltés. A sa tête se trouvent *Nicolaï Petersen*, rédacteur en chef du journal *Arbedjeren*, et *Gerson Frier*.

Malgré ses opinions extrêmes, *N. Petersen* est une des personnalités les plus sympathiques et les plus éminentes. Encore jeune, c'est un jour-

naliste plein de verve, en même temps qu'un orateur écouté des réunions populaires. Au demeurant, un convaincu avec le plus parfait désintéressement. On le voit toujours sur la brèche, et ses idées ne lui ont valu jusqu'ici que des amendes et des mois de prison. C'est l'adversaire acharné des *socialistes-démocrates* et de tous les politiciens. « Dans toute agitation politique, dit-il, on ne cherche qu'à persuader le peuple au lieu de le convaincre en l'éclairant. »

Dernièrement, en mars 1892, M. *Petersen* a été encore condamné à un an de prison pour un article paru dans son journal.

Son collaborateur, *Gerson Frier*, a fait de très bonnes études à l'Université de Copenhague. Il appartient à une riche famille juive et vient fréquemment en France et en Angleterre.

La fraction *socialiste-révolutionnaire* danoise veut, par principe, se tenir en dehors de toute politique. Elle n'attend aucune amélioration des réformes ordinaires, qu'elle qualifie dédaigneu-

sement de *réformes bourgeoises*. Ce parti tient le milieu entre le Collectivisme français (Lafargue, Jules Guesde) et la fraction anarchiste répudiant la propagande par le fait [1].

Au mois d'août 1890, ce groupe prit part au Congrès scandinave de Christiana composé de 102 délégués. Sur la question des Huit heures, les délégués danois acceptèrent la résolution du Congrès ainsi conçue :

« Le Congrès, en rappelant les résultats de la démonstration du 1er mai 1890, recommande de répéter la démonstration, comme moyen effectif d'amener une diminution des heures de travail, spécialement, si ces démonstrations sont combinées avec une cessation générale du travail, et non pas seulement de simples expressions d'opinion. »

[1] On pourrait plus exactement encore faire un rapprochement entre les dissidents *socialistes-révolutionnaires* danois et les *Jeunes socialistes* allemands, dont MM. Werner et Wilberger sont les chefs. De la même façon que ceux-là, en 1889, les « Jeunes socialistes » allemands furent exclus du parti au Congrès d'Erfurt (1891).

Les *socialistes-démocrates* reprochent à leurs anciens amis l'agitation qu'ils provoquent continuellement parmi les ouvriers sans travail, et qui, disent-ils, n'est que « mise en scène pour faire du bruit dans la rue ».

Quant aux *socialistes-révolutionnaires*, ils accusent l'autre fraction de résumer son programme dans ce cri de l'opposition :

« A bas Estrup ! »

En fait de réformes, disent les *socialistes-révolutionnaires*, les démocrates n'ont rien essayé. Bien qu'ayant accepté, au Congrès de Paris, une résolution qui devait engager les membres socialistes du Parlement à présenter des projets de lois relatifs à la journée de Huit heures, ceux-ci se sont prudemment abstenus.

Un projet en ce sens fut bien déposé, mais très atténué et de façon à lui éviter toute chance de réussite.

Il faut pourtant reconnaître que le parti *socialiste-démocrate* a contribué, dans une cer-

taine mesure, à l'amélioration des salaires et à la réduction des heures de travail. Peut-être a-t-il provoqué quelques grèves inutiles, mais son influence a plutôt été salutaire.

Les socialistes se rencontrent presque exclusivement parmi les ouvriers des villes, plus rarement chez les prolétaires agricoles.

Toutes les corporations ouvrières fournissent leur contingent à ce parti, sauf celles des garçons bouchers et des garçons boulangers.

Cette exception n'est pas particulière au socialisme danois, et récemment, en France, nous avons vu garçons bouchers et boulangers rester sourds aux propositions de grève des autres corporations.

La présence constante du patron, qui travaille toujours avec eux, établit-elle entre lui et ses ouvriers une communion d'idées et d'intérêt plus étroite ?

Quoi qu'il en soit, le fait n'en est pas moins curieux, et méritait d'être signalé.

A la tête du parti socialiste-démocrate se trouvent actuellement d'anciens ouvriers, quelques-uns doués d'une véritable éloquence et possédant les connaissances économiques les plus variées. On peut citer parmi eux le tailleur *P. Holm*, le cordonnier *Hordum*, le gantier *Knudsen* et deux anciens typographes, maintenant rédacteurs de journaux, *Wiinblad* du *Social-Demokraten*, et *Harald Jensen* du *Demokraten*.

Plusieurs sont spécialement chargés de la propagande en province, au moyen de conférences et de réunions publiques. Tels sont l'ex-peintre en bâtiment *Jensen*, *A. C. Meyer*, ancien serrurier ; *Halst.* ouvrier luthier, et surtout *Mundberg*, ex-boutiquier failli, qui appartient depuis longtemps au socialisme militant.

Mais ce qui contribue puissamment à maintenir l'influence du parti, c'est qu'il compte cinq représentants au Parlement danois, deux au *Landsthinget* (Sénat), *Knudsen* et *Andersen*, et, les trois autres *Hordum*, *Holm* et *Harald*

Jensen, au *Folkethinget* (Chambre des députés).

Depuis l'entrée au Parlement des députés socialistes, en effet, ils ont presque constamment voté avec la fraction la plus radicale de l'opposition. Il s'agit du groupe *Berg* [1], l'ancien président du *Folkethinget*, dont faisait partie aussi *M. Honup*.

Cette alliance a eu assurément pour bases certaines concessions réciproques, et les socialistes-démocrates ont été forcés de modifier leur programme en ne mettant en avant que les réformes ouvrières.

Quoi qu'il en soit, il est à prévoir que, dans un avenir rapproché, les socialistes-démocrates danois seront devenus entièrement *possibilistes*.

Cette atténuation n'est-elle pas une conséquence logique de leur présence dans un Parle-

[1] M. Berg, adversaire acharné du ministère *Estrup*, fut condamné à six mois de prison en 1885 pour avoir encouragé la rébellion contre l'autorité dans une réunion populaire. M. Berg est mort en 1892.

ment, et le même fait ne s'est-il pas produit en France à différentes reprises?

Ce sont d'ailleurs les chefs, dont nous avons cité les noms, qui ont réorganisé le parti d'une façon très démocratique.

Voici en quoi consiste cette organisation. Chaque groupe d'ouvriers dirige ses affaires sans que le *Conseil général* ait le droit de s'en mêler.

Les *Unions socialistes* et les *Unions professionnelles* (Trades-Union), formées par ces groupes, nomment, au Congrès annuel, à la majorité des voix, et en proportion du nombre de leurs membres, des délégués chargés d'élire le *Conseil général.*

Ce Conseil général choisit parmi les siens un Comité qui devra diriger les affaires courantes du parti.

Les membres de ce Comité sont les chefs suprêmes.

Pendant que ces chefs s'attachent à la direc-

tion politique du parti, les *unions socialistes* s'intéressent surtout au mouvement professionnel, ou lutte des salaires, que leurs *Jagforenninger* (trade-unions) mènent contre le patrons.

Dans ces derniers temps, quelques petits bourgeois et négociants ont fait adhésion aux principes socialistes. Faudrait-il attribuer ces nouvelles recrues aux tendances possibilistes qui, nous l'avons vu, se manifestent de plus en plus dans le parti ?

Malgré ses diverses évolutions depuis 1871, le socialisme danois n'est pas, comme on serait tenté de le croire, isolé du mouvement socialiste étranger. Et on put le remarquer en 1883, quand les délégués allemands, profitant du Congrès annuel, vinrent fraterniser à Copenhague avec les ouvriers danois.

D'ailleurs les socialistes du Danemark sont constamment en rapport avec leurs frères des autres nations, surtout de Suède, Norvège, Allemagne, Angleterre et de Hollande.

Ces relations, assurées par l'institution, dans chacun de ces pays, de *Secrétaires internationaux*, ne sont pas seulement platoniques. On en a bien eu la preuve, à l'époque des grèves de Wesphalie, en 1889, où le parti socialiste danois, par l'intermédiaire de ses deux *Secrétaires*, fit plusieurs envois d'argent aux grévistes allemands.

C'est donc un échange perpétuel, qui constitue, en outre, un excellent moyen de diffusion des doctrines nouvelles.

Mais, il faut bien l'avouer, ce qui caractérise le socialisme danois, et ce qui a contribué à ses étonnants progrès, c'est une discipline presque passive dont seule l'Allemagne nous fournit l'exemple.

Au lieu des manifestations trop souvent stériles des socialistes français, des éternelles discussions de personnes que nous observons continuellement chez nous, nous voyons en Danemark, comme en Allemagne, un calme plein de dignité, joint à une obéissance absolue aux ordres des

chefs qui, tous, possèdent l'estime et la confiance de leurs mandants, enfin, une étroite cohésion, une merveilleuse organisation hiérarchique au lieu de l'émiettement des forces et du choc de mesquines ambitions personnelles. Voilà la véritable cause du succès des socialistes danois. Joignez à cela cet instinct de l'association, éminemment propre aux Danois, et qui provient, sans doute, de leur origine germanique. Henri Heine n'a-t-il pas dit quelque part, en effet, en parlant de ses compatriotes : « Jetez quatre Allemands dans une île déserte, et ils vous fonderont immédiatement un *verein.* »

Cette amusante boutade du plus spirituel des Allemands pourrait aussi s'appliquer aux Danois. C'est bien par ce genre de propagande, par ces tranquilles réunions intimes d'ouvriers, où chacun échange simplement ses idées, que se sont le mieux propagées les théories socialistes en Danemark.

Là, sans façon, devant le verre de bière obli-

gatoire, la soirée se passe entre amis, on s'exerce à l'art difficile de la parole ; vous pouvez émettre franchement vos idées, les camarades ne riront pas de votre inexpérience, et en redressant vos erreurs, loin de s'en moquer, compléteront le petit bagage d'instruction déjà acquise.

Avec le caractère français, plus remuant, une semblable propagande aurait peu d'écho. Pour frapper notre nature mobile et impressionnable de latin, il faut la mise en scène et les discussions orageuses du club.

Dans ces modestes réunions d'ouvriers danois, au contraire, on occupe la soirée à discuter posément quelques points de doctrine, à commenter les brochures ou les livres socialistes. On s'entretient des dernières instructions du Comité directeur, des grèves à soutenir, etc.

Ces réunions raffermissent les convictions quelquefois ébranlées, forment des néophytes qui, eux aussi, répandront la bonne parole à l'abri des investigations policières. Et quand,

pour un groupement plus compact, l'ouvrier se rend à une réunion publique organisée par le parti, il sait ce qu'il veut, il peut prendre part à la discussion, jouant à merveille des arguments qui l'ont jadis convaincu, forçant l'attention des craintifs, et donnant à ses camarades une confiance nouvelle dans l'avenir du socialisme.

CHAPITRE VII

La Presse danoise

SOMMAIRE. — Influence de la presse en Danemark. — Le précurseur du journalisme danois : Bording. — La presse danoise au point de vue politique. - Développement de la presse socialiste. — Journaux de l'opposition. — Groupe de droite : Berlingske Tidende. — Les publications socialistes au point de vue du prolétariat. — Conclusion.

En Danemark, plus que partout ailleurs, la question sociale est intimement liée à l'existence de la Presse.

Et, il n'existe guère de pays où celle-ci soit aussi répandue, et jouisse d'une plus légitime considération. Nous ne craignons même pas d'ajouter que, rarement, elle est représentée dans d'autres contrées par des personnalités plus honorables et plus éminentes.

Dans cette Scandinavie, où l'instruction du peuple est particulièrement développée, le journaliste doit être un érudit ; très souvent, il est doublé d'un écrivain de talent ou d'un poète exquis. Le précurseur du journalisme danois, *Anders Bording*, ne fut-il pas lui-même un poète fort goûté de son époque ? Sur l'invitation du roi Frédéric III, il publia tous les mois un journal rimé, intitulé le *Mercure danois*. Le premier journal danois était créé.

Bording[1] a donc été le « Téophraste Renaudot » du Danemark. Et, depuis son modeste début, la Presse, surtout au commencent du XIXe siècle, a pris un développement extraordinaire. On comptait, en 1882, cent soixante-dix-huit journaux quotidiens paraissant dans tout le Danemark. Si l'on ajoute deux cent onze périodiques, revues, magazines, etc., et une publication annuelle de

[1] *Anders Bording*, né à Ribe en 1619, mort en 1677. Fonda en 1666, sous Frédéric III, *Den Danske Merkurins* (*Le Mercure danois*), tout en vers comme la *Muse historique* de Loret.

deux mille trois cent soixante-et-onze[1] livres ou brochures, on voit que l'activité littéraire de ce petit pays de deux millions d'habitants est vraiment considérable.

Au point de vue politique, la Presse appartient actuellement à trois groupes principaux : Droite monarchique, Gauche ou Opposition et parti socialiste.

ORGANES DE DROITE

Parmi les principaux organes de Droite, on peut citer en première ligne le *Berlingske Tidende* (*Gazette de Berling*), fondée en 1719, et qui est le moniteur officiel de la cour.

Son âge lui donne une certaine analogie avec notre respectable *Gazette de France*.

Ce journal porte le nom de son fondateur E.-C. *Berling*. Protégé de Frédéric VII, cet heureux imprimeur devint successivement chambellan, grand-croix du Danebrog, et directeur de

[1] Statistique de 1890.

la *Liste civile*. Son journal, appelé d'abord *Gazette royale danoise*, adopta alors simplement son nom et parut sous le titre qu'il conserve encore, de *Gazette de Berling*.

Le directeur actuel est M. *Manicus*, historiographe très apprécié; il compte parmi ses principaux collaborateurs un poète charmant, M. *Holger Drachmann*.

Comme beaucoup de journaux étrangers, le *Berlingske Tidende* a deux éditions par jour. Il s'intéresse vivement au mouvement artistique français, et ses feuilletons les plus lus sont souvent les traductions de nos romans à succès.

M. *Richard Kaufmann*, l'auteur très distingué de la *France Moderne*, est le rédacteur le plus en vue du *Dagbladet* (*Quotidien*), organe de la Droite nationale libérale, sorte de centre droit. Ce journal a été fondé en 1851 par M. *Bille,* ancien député. Il avait alors, comme collaborateur principal, M. *Rudolf Prahl*, un

francophile militant que le Gouvernement français décora de la Légion d'honneur, après 1870, le remerciant ainsi d'une admirable campagne de presse en notre faveur. M. *Grove* est aujourd'hui le rédacteur en chef de cette feuille importante. De même que toute la presse danoise, le *Dagbladet* suit avec intérêt ce qui concerne la France, évitant toutefois de prendre parti dans les questions de politique intérieure.

Le propriétaire actuel de ce journal, M. *Fersle*, conseiller d'État, possède quatre des plus grands journaux de Copenhague.

Ce sont le *National Tidende*, le *Dagbladet*, l'*Aftemposten* et le *Dagens Nyheder*.

Ce dernier journal « *Les Nouvelles du Jour* » a été fondé en 1867, il a comme directeur actuel M. *Carstensen*, qui primitivement était associé au poète *Erik Bogh*, l'auteur si connu de *Dit og dat* (*Ici et là*). Le *Dagens Nyheder* publie de temps à autre une chronique parisienne.

Une des grandes feuilles de Droite, pourtant

considérée, comme indépendante, est le *National Tidende* (*Gazette nationale*), qui a deux éditions. Le *National Tidende*, dont M. *Hjorth* est le rédacteur en chef, présente cette particularité bizarre de publier de véritables journaux spéciaux intercalés dans la feuille principale, d'ailleurs d'un très grand format. Ces suppléments si complets concernent l'archéologie, les beaux-arts, l'agriculture, la géologie, la marine, etc. Il se paye le luxe de deux correspondants à Paris, l'un pour les affaires politiques et l'autre pour le *Paris mondain et artistique*. M. Richard Kaufmann occupe actuellement ce dernier poste. Il a quitté momentanément le *Dagbladet*.

L'*Aftemposten* (*Poste du Soir*), qui date de 1878, directeur M. *B. Wulf*, dépend du *National Tidende*. Il est à cet important organe ce que la *Petite République française* fût longtemps à la *République française*, du temps de Gambetta, une sorte d'édition bon marché.

Mais, entre toutes, une des feuilles les plus

sympathiques à la France est *Avisen* (*Les Avis*), dont le directeur, M. *Fr. Hansen*, a un talent de chroniqueur très apprécié.

L'*Avisen* ne date que de quelques années, mais, grâce à un choix intelligent de collaborateurs éminents, ceci n'a pas empêché M. *Fr. Hansen*[1] d'en faire une des feuilles les plus justement recherchées de Copenhague. Ce journal paraît dans un grand format et presque toujours avec un supplément littéraire très soigné. Semblable en cela à presque tous les journaux danois, sa première page et la quatrième sont consacrées aux annonces et réclames commerciales. Toutefois l'*Avisen* intercale également à la première page un dessin humoristique portant sur des questions d'actualité. Les deux

[1] Que M. *Fr. Hansen* nous permette de le remercier ici d'une façon toute particulière, ainsi que ses obligeants collaborateurs, pour les procédés bienveillants et toutes les aimables attentions dont ils nous ont comblé pendant notre trop court séjour à Copenhague. Nous n'avons d'ailleurs eu qu'à nous louer de nos rapports avec tous leurs compatriotes, sur cette terre danoise où la seule qualité de Français est encore la meilleure recommandation.

pages intérieures, d'une disposition typographique bien comprise, forment quatorze colonnes d'un texte serré, tout cela pour le prix de 5 *öres*, environ 8 centimes! Heureux pays où, malgré un prix de vente si minime, la Presse donne des bénéfices et le journaliste peut vivre exclusivement de sa plume!

Le rédacteur en chef de l'*Avisen*, M. *C. Benzon*, vient fréquemment à Paris, d'où il envoie de très intéressantes chroniques.

D'ailleurs, l'*Avisen* a des correspondants attitrés dans toutes les capitales européennes. Parmi ces correspondants, M. *Opffer*, un fin observateur doublé d'un charmant conteur, transmet les communications les plus appréciées du public danois.

Le *Dagstelegraph* (*Télégraphe du Jour*), qui appartenait à la Droite monarchiste, a cessé récemment de paraître.

ORGANES DE GAUCHE

Au Parlement, l'opposition de Gauche comprend deux grandes fractions qui se retrouvent dans la Presse : la « Gauche dite *nationale* », aux tendances françaises nettement accentuées, et un groupe subissant fortement l'influence allemande, que ses adversaires appellent ironiquement *Gauche européenne*.

Le *Morgenbladet* (*Gazette du Matin*) est le principal organe de la première fraction.

MM. *Fecher* et *Borsenius* ont succédé à MM. *Berg* et *Korsgaard* dans la direction de ce journal, qui date seulement de 1875. Il fut fondé à cette époque par le député de l'opposition, *Larsen*.

Ce journal fait preuve des meilleurs sentiments pour la France et son gouvernement actuel.

M. *Korsgaard*, un de ses anciens rédacteurs,

créa en 1887 l'*Aftenbladet*[1] (*Gazette du Soir*) qui figure en bonne place dans le groupe *patriote* de l'opposition, et donne toujours à notre pays les meilleurs témoignages d'amitié.

Nous n'en dirons pas autant du *Politiken*, organe de la deuxième fraction de Gauche, également très lu. Ses sympathies allemandes inexplicables n'ont jamais été dissimulées. Cette feuille peu intéressante a été condamnée récemment pour avoir insulté le drapeau national qu'elle qualifiait de « vieux torchon ».

Bien que la *Gauche européenne* tienne peu de place dans l'opinion en Danemark, un autre organe s'est fondé récemment, représentant les mêmes idées. Nous voulons parler du *Kjobenhavn* (Copenhague), petite feuille sans grande importance d'ailleurs.

[1] L'*Aftenbladet* est un des journaux de Copenhague, dont le prix soit le moins élevé. Il coûte 2 öres, soit 3 centimes environ.

ORGANES DU PARTI SOCIALISTE

La presse socialiste danoise, à laquelle nous arrivons enfin, n'est certes pas la moins importante. Elle est représentée par des organes sérieux, justifiant largement les sacrifices qu'a su s'imposer le parti pour la propagande de ses idées.

Relativement considérable est le nombre de ces journaux.

Parmi les principaux, *Socialdemokraten* (*Démocrate-Socialiste*), directeur M. *Wiinblad*, est une feuille quotidienne grand format très bien rédigée. Fondé en 1871, à l'aurore du socialisme danois, il appartient à une société anonyme. Ses articles de fond, en politique courante, ou sur des questions de politique étrangère, sont véritablement appréciés.

D'un prix peu élevé, puisqu'il coûte 5 *öres*, environ 8 *centimes*, il est très répandu.

Le journal satirique illustré *Ravnen* est hebdomadaire. C'est une feuille de petit format qui a comme rédacteur M. *Andersen*, le membre du *Landsthinget*. Elle publie des articles humoristiques et des dessins en couleur.

Ces deux journaux paraissent à Copenhague même.

Un troisième journal, qui jouit d'une grande influence en province, se publie à *Aarhus*. C'est celui du député *Harald Jensen*, le *Demokraten*, d'un format un peu moins grand que celui du *Social-Demokraten*.

Tels sont, avec l'*Arbedjeren*, cité plus haut et appartenant au groupe *socialiste-révolutionnaire*, lcs principaux organes de la presse socialiste en Danemark.

La presse est bien un excellent moyen de propagande, mais le livre, dans un pays où le moindre village possède une bibliothèque communale importante, a aussi une grande influence. Malheureusement pour le parti socialiste, il n'y

a pas et ne peut pas y avoir actuellement de littérature socialiste *originale*. La cause principale réside dans le fait que la langue danoise est peu répandue.

Le danois n'est en effet parlé que par deux millions d'habitants (la langue suédoise en diffère tellement qu'un Suédois le lit difficilement). Il ne peut donc pas y avoir assez d'acheteurs. Lorsqu'un livre se vend là-bas à 250 ou 300 exemplaires, c'est déjà un beau résultat. Cette difficulté de publier des livres, sans subvention de l'État, est encore un des obstacles que rencontre la diffusion des idées socialistes.

CONCLUSION

Nous venons de voir l'organisation d'un parti qui, il y a vingt ans à peine, n'existait qu'à l'état d'embryon, et le développement extraordinaire qu'il a acquis malgré une foule d'obstacles accumulés. Nous avons brièvement suivi son évolution à travers des difficultés de tous les instants, ses succès croissants, ses atténuations, sa scission en deux groupes de forces inégales.

D'un côté, les *socialistes démocrates*, ayant tellement modifié leurs principes du début, qu'ils sont presque noyés dans l'opposition générale. Alliance féconde, il est vrai, car elle a puissamment contribué à l'amélioration des salaires et du bien-être des ouvriers.

D'un autre côté, ces théoriciens intransigeants, les *socialistes-révolutionnaires*, sectaires

exaltés, mais terriblement logiques, poursuivant franchement, sans détours, leur rêve d'émancipation, peut-être, qui sait ? la réalité de demain !

Et, au milieu de tous ces partis divisés, un gouvernement anxieux, hésitant, déjà absorbé, comme toute la vieille Europe, par la situation politique générale si incertaine ! De temps à autre il essaye quelques légères concessions, s'efforçant en vain de canaliser à son profit cette formidable poussée du prolétariat.

N'est-ce pas là ce que nous observons partout : en Allemagne, en France, en Italie, en Hollande, etc. ? Mais ces concessions, ces réformes de la dernière heure suffiront-elles à endiguer le torrent socialiste ? Et ne serait-ce pas une prophétie que cette fière réponse de Liebknecht au prince de Bismark, lors de la discussion de la loi de 1884 :

« Nous ne sommes pas allés au chancelier, s'écriait le député allemand, c'est lui qui est venu à nous ; et, quand la force de sa main aura

fait entrer la nouvelle loi, comme la pointe d'un clou, dans l'organisation actuelle, le gros bout fera éclater le reste [1]. »

Seul, l'avenir nous le dira !

Camille MARTINET.

[1] *Reichstag Drucksaken*, 1882, p. 31.

APPENDICE

Pour que nos lecteurs aient une idée de la presse socialiste danoise, nous donnons la traduction *in extenso* de deux articles de fond, extraits des premiers journaux du parti. Nous voulons parler du *Demokraten* et du *Social Demokraten*.

TRADUIT DU *DEMOKRATEN*, NUMÉRO DU 30 MAI 1891

Pourquoi les ouvriers sont pauvres?

Pourquoi les ouvriers sont-ils pauvres, pendant que tant d'autres vivent à leur aise en ne faisant rien ? Pourquoi sont-ils obligés de fournir un dur et long travail, tandis que beaucoup ne travaillent pas ?

Pour, quelle raison, enfin, y a-t-il, en ce monde, des riches et des pauvres ?

En y réfléchissant, on verra aussitôt combien est sotte cette vieille prétention de la bourgeoisie d'attribuer sa fortune à son application au travail, son économie, son honnêteté, son intelligence, son habileté, etc.

La vérité, c'est que plus un homme travaille, plus pénible lui est son travail et surtout plus son salaire est restreint ; il ne recherche la richesse que pour ne plus être obligé de travailler.

De même, en ce qui concerne l'économie, l'homme pauvre seul est forcé d'être économe ; plus il est pauvre, plus il doit économiser.

Les riches ne le sont devenus qu'en usant de leur droit, soi-disant légitime, d'exploiter leur prochain malheureux. Mais cette richesse est un produit du travail. Nous entendons par richesse l'accumulation de toutes les choses dont l'homme a besoin pour vivre et mener une existence heureuse et agréable.

Par le travail, nous comprenons l'ensemble des efforts physiques et intellectuels déployés en produisant (*et non en amassant*) la richesse.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les action-

naires, les banquiers, les avocats, les boursiers et tous ces hommes qui brocantent des marchandises et utilisent à bas prix la force manuelle de l'ouvrier, soient des travailleurs produisant la richesse. Non, le travail apparent de ces hommes ne sert qu'à priver les ouvriers de la richesse qu'ils ont produite.

Mais les riches, comment peuvent-ils s'approprier la richesse de l'ouvrier?

Tout simplement parce qu'ils ont *capitalisé* la terre, le sol, l'eau, les fabriques, les machines, les maisons, les moyens de communication, et se les sont appropriés.

Peu à peu, les riches ou leurs ancêtres ont eu la jouissance de tous les éléments sans lesquels il est impossible aux ouvriers de vivre et de produire la richesse.

L'accaparement de tous les moyens de travail a des conséquences : les ouvriers sont obligés de vendre leur force active pour un prix qui, très souvent, ne peut assurer la plus modeste subsistance. Mais pourtant, ce prix est encore suffisant pour les tenir en état d'accroître la richesse.

Cette fraction de la production fournie par les ouvriers, et que les capitalistes s'approprient

reçoit les désignations très harmonieuses de gain, profit, bénéfice, intérêt, etc.

Quant à l'autre partie de la production laissée aux ouvriers, pour qu'ils ne meurent pas de faim, on l'appelle *salaire*.

Assurément, si les capitalistes donnaient aux ouvriers la *pleine valeur* de leur travail, il n'y aurait pour eux-mêmes ni bénéfice, ni intérêt ou profit.

Être patrons ou capitalistes ne présenterait aucun avantage, obligés qu'ils seraient de travailler afin de gagner leur vie, tout comme les autres.

Donc, la pauvreté des ouvriers n'a d'autre cause que l'exploitation par la bourgeoisie du monopole des moyens de travail. Nous pouvons ajouter, comme conséquences de cet état de choses, la plupart des crimes et toutes les misères qui empoisonnent la vie sociale, et dont souffre la société entière.

Voilà pourquoi on doit ôter à une classe privilégiée la jouissance[1] des moyens de produc-

[1] En 1760 Necker, le banquier génevois, écrivait les lignes suivantes dans son *Traité sur le commerce des grains* : « On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude,

tion, sinon il n'y a pour l'homme aucune liberté, et, la vie n'étant pas débarrassée de toutes ses misères, le travail n'est plus un plaisir.

Les moyens de travail doivent donc être les biens de la communauté.

DU *SOCIAL DEMOKRATEN*

Numéro de Juin 1891

« Etre fidèle à notre chaumière, à notre femme et à nos enfants, c'est notre loi. »

Dans toutes les classes de la société, même dans la classe ouvrière, des moralistes se donnent comme mission de déblatérer contre la corruption de notre époque, et surtout contre celle des ouvriers. Il n'entre pas dans mon intention, je dois le dire tout d'abord, de flatter les ouvriers — je ne suis pas un chef politique, et je désire

comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. Que nous importent vos lois de propriété ? pourrait dire la classe la plus nombreuse des citoyens, nous ne possédons rien. Vos lois de justice ? nous n'avons rien à défendre. Vos lois de liberté ? si nous ne travaillons pas, demain nous mourrons. »

Il y avait à faire là un curieux rapprochement entre cette courageuse remarque du ministre de Louis XVI sur la *propriété* et les théories socialistes actuelles sur le *capital* ?

(Note de l'auteur.)

bien ne l'être jamais. — Au contraire, à mon avis, les ouvriers ne valent pas mieux que les capitalistes. Peut-être sont-ils encore plus gangrenés que ceux-ci. Mais, si je fais cette constatation, loin de moi l'idée d'en rendre responsable la totalité de la classe ouvrière. Car on doit prendre les faits pour ce qu'ils sont, et chercher simplement ce qui a pu leur donner naissance.

Aujourd'hui, je n'aborderai pas l'examen d'un des plus grands maux de notre époque, « l'*ivrognerie* ». Peut-être plus tard aurai-je l'occasion d'en reparler ; mais, en m'attaquant à cette autre question, qu'a étudiée l'auteur de *Socialiste pratique*, je vous entretiendrai de la *Vie familiale*.

L'auteur de *Socialiste pratique* prétend que le principal but de l'existence doit être une heureuse vie familiale.

Je ne voudrais pas aller contre cette assertion, l'idée en soi pouvant avoir du bon ; toutefois sa réalisation, à notre point de vue, dépend de l'institution du *mariage*.

Or, voilà le problème que je me propose de résoudre :

Le mariage est-il une institution moderne, est-il conforme à l'esprit du siècle ou bien, au

contraire, est-il réactionnaire, c'est-à-dire suranné ?

Tout d'abord, l'institution de la famille et du mariage, comme les autres institutions humaines, n'est pas plus divine qu'elle n'est inaltérable et éternelle. Elle dépend des rapports économiques, et comme ceux-ci sont soumis à une continuelle évolution, les relations sociales de l'homme s'en ressentent, le mariage en subit le même contre-coup.

Je ne voudrais pas exposer, avec trop de détails, le développement de la vie sexuelle qui, au début de la civilisation, était le but du mariage, mais je tiens à insister sur ce point : que l'homme s'est transformé successivement de l'état le plus sauvage, alors que ses liaisons ne procédaient d'aucune régularité.

A cet état primitif succédèrent les alliances établissant la famille, et, comme première forme, le mariage entre individus groupés, c'est-à-dire la « gens », manifestation première de la polygamie et le concubinage de plusieurs hommes avec une seule femme.

Plus tard, à l'époque des barbares, on vit l'accouplement de la famille, c'est-à-dire un

mariage entre deux personnes, durant un temps plus ou moins long.

Mais ce ne fut qu'au début de la civilisation, à l'origine de la *propriété*, de la *possession privée*, que se manifesta le vrai mariage, le *mariage moderne*. L'homme fut alors le chef de la famille, et la femme la machine à fabriquer les enfants légitimes, pouvant *hériter* de la fortune paternelle.

On peut affirmer que le vrai mariage, chez les Européens, ne date que du commencement de notre chronologie, à l'exception des Grecs et des Romains. En Irlande, en Écosse et dans le Pays de Galles, la « gens » persista même encore pendant le Moyen âge.

Ainsi, nous le voyons, le mariage de deux personnes n'est pas déjà si ancien, et nous ne devons pas lui témoigner le même respect qu'à une institution de toute antiquité.

Au fond, le but du mariage n'a jamais été atteint entièrement puisque, dans leur vie, la plupart des hommes ont connu plus d'une femme. Quant à la fidélité des femmes, on sait qu'elle n'est pas toujours aussi solide que le roc. « Chez la femme, comme chez l'homme, souvent nature passe nourriture. »

Le Moyen âge, avec sa production mécanique, a vu l'état de plus grande prospérité du mariage. Mais le développement du capital, au dernier siècle, en a tout à fait altéré le but et le caractère.

Maintenant que nous prévoyons la fin du régime capitaliste, on peut dire que la vie régulière de la famille n'existe plus dans la classe ouvrière; et, ni les lamentations, ni les menaces des moralistes et des prêtres n'y pourront rien.

Le mari et la femme, souvent les enfants même, sont occupés dans des fabriques. Ils ne reviennent chez eux que le soir, fatigués et moroses, prennent à la hâte leur dîner, s'ils ont quelque chose à manger, et se reposent pour pouvoir, le lendemain, de bonne heure, recommencer, chacun de leur côté, ce travail exténuant.

C'est à peu près toute la vie de famille de l'ouvrier. Le même fait se constate dans la bourgeoisie inférieure, où les membres de la famille sont plus ou moins séparés par leurs occupations quotidiennes.

Les circonstances économiques actuelles et la manière de vivre d'aujourd'hui sont donc les causes de cette dissolution de la vie de famille.

Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner si l'existence en commun ressemble rarement à une idylle pastorale, car un travail fatigant fait de l'homme un être maussade et irritable. Et, « quand il n'y a pas de foin au ratelier, les ânes se battent. »

Puis une autre conséquence : plus le capital emploie de femmes dans ses usines, plus celles-ci deviennent indépendantes et s'affranchissent du joug du mari. Peu de femmes ont donc besoin du mariage pour se nourrir ; elles trouvent pénible le joug conjugal et ne veulent pas de la tutelle maritale. L'adultère et la séparation deviennent plus fréquents, ce qui n'est pas un signe d'immoralité, mais au contraire une preuve d'une plus grande indépendance chez la femme, et un abandon de formes, devenues vieilles et surannées.

Quand une femme mariée est obligée de travailler dans une fabrique, elle ne peut en même temps faire l'éducation de ses enfants, préparer la nourriture et tenir sa maison. Et puisque la première et la plus grande des exigences est celle de la bouche, l'accomplissement des autres devoirs en souffre. De sorte que, pour l'ouvrier, toute la vie familiale se réduit

à la cohabitation et la procréation des enfants!

Ma foi, un joli but!

Sous le régime social actuel, on est naturellement obligé d'en tenir compte.

Par ce qui précède, vous avez probablement deviné mon opinion sur le mariage. Pour la plupart des hommes, le mariage, avec le présent système de production, est déjà une institution surannée. Aussi par ce simple motif les socialistes — du moins les socialistes pratiques — n'ont aucune raison de le protéger, ce qui est prêt à tomber doit tomber.

Si les circonstances économiques ne s'en étaient point chargées, comme je l'ai déjà fait remarquer, et si l'énergie seule n'avait pu en venir à bout, les socialistes pratiques eussent contribué à la ruine des institutions réactionnaires.

Et ils ne se seraient pas mariés, car alors un certain nombre de femmes auraient été obligées de travailler dans les fabriques. Le gagne-pain étant plus pénible, par suite de la concurrence, la faiblesse du système capitaliste devenait plus évidente et provoquait plus vite sa ruine. L'existence du mariage donne raison à cette remarque connue: « Les circonstances sociales ne s'altèrent

pas aussi vite que les circonstances économiques, mais elles les suivent toujours. »

En résumé, le mariage qui, au début de la propriété, de la possession privée, reçut la mission d'assurer l'héritage aux enfants légitimes, a perdu sa raison d'être vis-à-vis de la classe qui ne possède rien, et il ne reste plus que le but primitif, c'est-à-dire la satisfaction de l'instinct sexuel.

Quand plus tard les femmes seront économiquement libres, elles ne regretteront pas les chaînes du mariage. Déjà même, nous nous rapprochons de plus en plus, non de cette immoralité relâchée, sur laquelle se lamentent tant nos moralistes bornés, mais de la *vraie morale,* sous la forme d'une vie sexuelle débarrassée des intérêts économiques, l'*amour libre*, enfin, si insulté et si calomnié !

INDEX PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE
DES PERSONNALITÉS
CITÉES DANS CE VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

Tours. — Imp. Deslis Frères.

Tours, imp. Deslis Frères, 6 rue Gambetta.